

**ARRÊTÉ  
de mise en demeure  
à l'encontre de la société ORGAPHARM  
pour le site qu'elle exploite à PITHIVIERS**

**La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme. Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 février 2000 autorisant les Laboratoires 3M SANTE à poursuivre et à étendre les activités de leur établissement implanté avenue du 11 novembre à PITHIVIERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 août 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la société Laboratoires 3M SANTE à PITHIVIERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 autorisant la société ORGAPHARM à poursuivre et étendre les activités de son établissement implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 autorisant la société ORGAPHARM à reprendre l'exploitation de l'établissement de chimie fine dénommé « site 2 » implanté avenue du 11 novembre 1918 à PITHIVIERS, à poursuivre l'exploitation de l'établissement dénommé « site 1 » implanté rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 10 août 2023 relatif à la visite d'inspection de l'établissement ORGAPHARM du 27 juillet 2023, en particulier les points de contrôle n°8 et 9 ;
- Vu** le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire du 11 septembre 2025, communiquant à la société ORGAPHARM son rapport relatif à l'inspection réalisée sur son site de PITHIVIERS le 17 avril 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 septembre 2025 ;
- Vu** la notification à la société ORGAPHARM du projet de mise en demeure susceptible d'être prescrite à son encontre, ainsi que du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé par courrier du 29 septembre 2025 ;

**Considérant** que lors de la visite du site exploité par la société ORGAPHARM à PITHIVIERS du 17 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le dernier rapport de contrôle annuel des émissions atmosphériques en possession de l'exploitant était daté du 25 janvier 2021 ;

**Considérant** que le non-respect de la périodicité annuelle pour la surveillance des rejets atmosphériques avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 27 juillet 2023 ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisés ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORGAPHARM de respecter les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loiret ;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société ORGAPHARM, exploitant une installation de chimie fine sise rue du Moulin de la Canne à PITHIVIERS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011 susvisés en transmettant à l'inspection des installations classées :

- a) **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, son programme de surveillance dûment justifié et défini sur la base des arrêtés préfectoraux et ministériels régissant les activités de son site ;
- b) **dans un délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté, un rapport de contrôle réalisé en 2026 de ses émissions atmosphériques, conforme à son programme de surveillance susvisé et respectant la périodicité de contrôle définie à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

**Article 2 -** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 -** Le présent arrêté est notifié à la société ORGAPHARM par voie postale.  
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 -** Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE 22 OCT. 2025

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.